



Mairie de Combs-la-Ville
Esplanade Charles de Gaulle
B.P. 116 - 77 385 Combs-la-Ville Cedex
Tel. : 01 64 13.16.00
www.combs-la-ville.fr

A R R E T E n° 2024 / 102 - A

ARRETE PERMANENT PORTANT REGLEMENTATION TEMPORAIRE TRAVAUX DE LEVEES TOPOGRAPHIQUES SUR RESEAUX D'ASSAINISSEMENT EN AGGLOMERATION ET DANS LES PARCS D'ACTIVITES DE L'ORMEAU – PARIS SUD – PORTES DE SENART ENTREPRISE SETEC HYDRATEC

LE MAIRE,

VU Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2213-1, L 2213-2, L 2213-3

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 417-10, R 417-11, L 325-1 et suivants

VU l'instruction ministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée

VU le Code Pénal et notamment son article R 610-5

VU l'arrêté 2007-74 A du 6 mars 2007, fixant les limites de l'agglomération de la Commune,

VU l'arrêté municipal 2016/385 A relatif au stationnement abusif

VU l'arrêté n° 2019 /575 A relatif aux nuisances sonores :

CONSIDERANT la demande de la société **SETEC HYDRATEC - 11, rue Georges Charpark – 77127 LIEUSAIN**T, mandatée par Grand Paris Sud dans le cadre de travaux urgents, de levées topographiques sur réseaux d'assainissement.

CONSIDERANT que, lors des travaux sur le domaine public en agglomération ou dans les parcs d'activités de l'Ormeau, de Paris Sud, et des Portes de Sénart, il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que des entreprises chargées de l'exécution de ces travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation provoquées par ceux-ci,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le présent arrêté permanent, relatif aux travaux urgents, de levées topographiques sur réseaux d'assainissement porte réglementation temporaire de circulation ou de stationnement sur les voies du domaine public en agglomération et dans les parcs d'activités de l'Ormeau, de Paris Sud, et des Portes de Sénart, sur la commune de

Combs-la-Ville et est applicable du **lundi 19 février 2024 au mardi 31 décembre 2024.**

Il sera affiché aux endroits réservés à cet effet.

- ARTICLE 2 :** Pour permettre l'exécution des travaux urgents, l'entreprise **SETEC HYDRATEC** prendra toutes les dispositions pour assurer la sécurité des usagers et signaler, de jour comme de nuit, tout empiètement sur la chaussée par l'apposition de plots, barrières, balisages disposés aux endroits convenables.
- ARTICLE 3 :** La signalisation temporaire sera mise en place par l'entreprise susvisée.
Afin d'assurer la protection des piétons, il y aura lieu de laisser un cheminement libre de 1,20 m minimum de large, jalonné de barrière métallique.
Celui-ci devra être accessible aux personnes à mobilité réduite.
L'installation d'une rampe d'accès sera obligatoire en présence de quelque obstacle qui soit
- ARTICLE 4 :** La signalisation temporaire devra être conforme au manuel du chef de chantier voirie urbaine volume 3 suivant les schémas n°: 4.02, 4.04, 4.05, 4.06, 4.07, 4.16, 6.01.
- ARTICLE 5 :** L'entreprise susvisée devra prendre des précautions pour éviter, dans toute la mesure du possible de salir les abords du chantier en cause ainsi que les chaussées empruntées éventuellement par ses transports de matériaux et/ou de matériels. Les véhicules devront être chargés correctement pour ne pas perdre en cours de route une partie de leur contenu. L'entreprise procédera à des nettoyages périodiques, voire journaliers, des abords et chaussées intéressés
- ARTICLE 6 :** En cas d'incident à cause des travaux, la commune ou l'entreprise devra prendre toutes les mesures utiles pour interrompre l'opération en cours de façon à rétablir la circulation automobile au plus vite.
- ARTICLE 7 :** Les véhicules en infraction seront verbalisés conformément aux textes en vigueur et pourront faire l'objet d'une mise en fourrière aux frais de leur propriétaire.
- ARTICLE 8 :** Monsieur Le Commissaire central de la Circonscription d'Agglomération de Melun Val de Seine,
Monsieur Le Chef de Service de Police Municipale,
sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.
- ARTICLE 9 :** Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.
- ARTICLE 10 :** Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Melun ou d'un recours gracieux auprès du Maire de Combs-la-Ville.



Fait à Combs-la-Ville, le *23 février 2024*
Pour Le Maire et par délégation
Le Maire adjoint

Marie-Martine SALLES